

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SECTION INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER N° : 2012/0125 94 21 217
COMMUNE : CRETEIL

ARRÊTÉ n°2014/ 5517 du 19 Mai 2014

portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – SCUC Chaufferie A CENTRE (DALKIA) sise à CRETEIL, avenue Bernard Halpern.

Le Préfet du Val-de-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°92/1969 du 28 avril 1992 réglementant les activités de la société SCUC Chaufferie A CENTRE (DALKIA) sise à Créteil, avenue Bernard Halpern ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire codificatif n°2007/3893 du 05 octobre 2007 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth ;
- VU l'article 29-III de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 susvisé qui dispose :
« Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. »
- VU le rapport du 28 avril 2014 de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à sa visite du 21 mars 2014, transmis à l'exploitant, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;
- CONSIDÉRANT QUE lors de la visite en date du 21 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que certaines non-conformités perduraient et notamment le non respect de l'article 29-III de l'arrêté ministériel précité ;
- CONSIDÉRANT les enjeux pour l'environnement en terme de sécurité incendie ;
- CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCUC Chaufferie A CENTRE (DALKIA) de respecter les prescriptions de l'article précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – A compter de la notification du présent arrêté, la société SCUC Chaufferie A CENTRE (DALKIA) sise à CRETEIL, avenue Bernard Halpern, est mise en demeure de respecter, les conditions de l'article 29-III de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif au désenfumage de la chaufferie soit :

- dans le délai de 6 mois :

de réaliser les aménagements nécessaires afin de satisfaire aux prescriptions de l'article précité,

.../...

- dans le délai de 3 mois :

de produire tous éléments techniques et/ou économiques visant à démontrer que

1. l'aménagement actuel de la chaufferie répond d'ores et déjà à la prescription,
2. de tels aménagements ne sont pas envisageables à un coût économiquement acceptable.

ARTICLE 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - Délais et voies de recours (Art. L514-6 du Code de l'Environnement) :

I - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, peut être déférée au Tribunal Administratif de MELUN :

1°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois après publication ou affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

II - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

III - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Député-Maire de CRETEIL, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCUC Chaufferie A CENTRE (DALKIA) et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet à la Ville
~~Secrétaire Général Adjoint~~

Hervé CARRERE